

**L'hon. C. M. Drury (premier ministre suppléant):** Comme le ministre des Finances l'a indiqué, ce programme s'inscrit dans le cadre d'une stratégie globale visant à améliorer sensiblement la situation de l'emploi au Canada.

**M. Baldwin:** Y aura-t-il un nouveau budget le mois prochain?

\* \* \*

### LA SÉCURITÉ DU REVENU FAMILIAL

#### LA COORDINATION DES RÉGIMES D'OTTAWA ET DU QUÉBEC—REPRISE DES DISCUSSIONS

[Français]

**L'hon. Martial Asselin (Charlevoix):** Monsieur le président, je voulais poser une question à l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, mais, en son absence, je la poserai à son secrétaire parlementaire.

Dernièrement, le ministre des Affaires sociales du Québec annonçait que les discussions concernant le régime d'allocations familiales avec les autorités fédérales en étaient rendues à un point mort, et même qu'elles étaient closes. Le secrétaire parlementaire peut-il dire si l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a l'intention de modifier son régime d'allocations familiales pour le rendre conforme aux exigences du Québec?

**M. André Ouellet (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur l'Orateur, les discussions ne sont pas au point mort, bien au contraire. L'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social sera à la Chambre demain. Il pourra peut-être répondre plus longuement à la question de l'honorable député.

\* \* \*

### LA GENDARMERIE ROYALE

#### LES EXPÉRIENCES RELATIVES À LA MARIJUANA

[Traduction]

**M. Erik Nielsen (Yukon):** J'aimerais poser une question au solliciteur général. Je lui avais demandé, il a cinq ou six jours, si des membres de la Gendarmerie royale du Canada avaient offert à titre volontaire, ou si on leur avait ordonné ou permis, de participer aux essais de laboratoire qu'entreprennent les universités relativement à l'usage non thérapeutique de la marijuana. Il m'avait dit alors qu'il allait se renseigner. Peut-il maintenant me répondre?

[Français]

**L'hon. Jean-Pierre Goyer (solliciteur général):** Oui, monsieur le président, et la réponse est non.

[M. Forrestall.]

[Traduction]

**M. Douglas A. Hogarth (New Westminster):** Ma question supplémentaire s'adresse au ministre de la Justice—ou, en son absence, à son secrétaire parlementaire. A quel titre le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social cultive-t-il de la marijuana au Canada et fait-on des expériences à cet égard à Calgary?

**M. l'Orateur:** A l'ordre! Il me semble que la question du député a déjà été posée.

\*

### LES CORPORATIONS

#### LA VENTE DE VOITURES ÉTRANGÈRES AU CANADA—LE TRANSFERT DE CONTRATS DE PUBLICITÉ AUX É.-U.

**L'hon. J. A. MacLean (Malpègue):** Je voudrais poser une question au ministre de la Consommation et des Corporations. Son ministère prend-il des mesures pour obliger les compagnies étrangères qui vendent des automobiles au Canada à dépenser sur place l'argent qu'elles consacrent aux techniques commerciales et à la publicité. Je pose la question car il paraît que plusieurs de ces compagnies transfèrent leurs bureaux d'études et de publicité ainsi que leurs contrats de publicité du Canada aux États-Unis.

**L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations):** Il n'existe pas et je ne pense pas qu'il devrait exister de loi régissant l'endroit où les gens doivent acheter leur publicité. Nous sommes dans une société libre où chacun a le droit de dépenser son argent comme il l'entend.

\*

### LES PÊCHES

#### LA VENTE DE BATEAUX À DES SOCIÉTÉS AMÉRICAINES—LES RISQUES D'UTILISATION AU DÉTRIMENT DES PÊCHEURS CANADIENS DE LA CÔTE OUEST

**M. Thomas S. Barnett (Comox-Alberni):** J'ai une question à poser au ministre des Pêches au sujet de la première vente à l'enchère sous l'égide du programme de rachat (Buy-Back) en Colombie-Britannique. Comme un nombre considérable de navires y auraient été vendus à grand rabais à des sociétés américaines qui les affecteraient à la pêche concurrentielle, le ministre songe-t-il à annuler ce programme ou, au moins, à assurer qu'à l'avenir aucun navire ainsi vendu ne pourra se livrer à la concurrence contre les navires de pêche canadiens sur la côte ouest?

**L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches):** Le député parle d'un programme prévoyant la désaffectation de bateaux de pêche au saumon sur la côte ouest. Certains ont été vendus à des citoyens des États-Unis et d'autres pays mais ils serviront surtout comme bateaux de plaisance. Une loi américaine interdit aux navires jaugeant plus de cinq tonnes de se livrer à la pêche commerciale. De toute façon, les ententes sur la répartition des prises de saumon du littoral occidental entre le Canada et les États-Unis empêcheraient l'emploi de tels navires au détriment du Canada.